

Appel à organiser une manifestation nationale dans l'unité la plus large contre la ratification du traité TSCG

“SUPER MAASTRICHT” NE DOIT PAS PASSER !

26 000 travailleurs, parmi lesquels nombre de jeunes, de militants de toutes tendances, ont signé en trois semaines l'appel lancé par notre parti contre la ratification du traité de Bruxelles. Ce résultat témoigne, comme le rejet du traité exprimé à différents niveaux de plusieurs organisations, de ce que la majorité qui a dit non au traité constitutionnel de 2005 est toujours présente.

A la veille de l'élection présidentielle, les millions de citoyens se voient tout naturellement saisis des propositions des différents candidats, des programmes des différents partis.

Mais quelle amélioration, la plus minime soit-elle, de la situation difficile des travailleurs des villes et des campagnes est possible dans le cadre de ce traité ?

Un traité qui :

- ▶ inscrit dans la Constitution la « règle d'or », c'est-à-dire l'obligation constitutionnelle de l'austérité ;
- ▶ donne tout pouvoir aux autorités de Bruxelles pour dépêcher en France des émissaires chargés de dicter leurs plans de destruction, foulant aux pieds toute forme de souveraineté et de démocratie ;
- ▶ se traduirait dès 2013 par au moins 80 milliards d'euros de coupes dans le budget de la nation : soit plus que le budget de l'Education nationale.

Est-il possible de se revendiquer du mouvement ouvrier et de la démocratie, et de ne pas s'engager dans la bataille contre la ratification d'un tel traité ?

C'est pourquoi nous faisons la proposition à tous ceux qui y sont prêts, d'organiser, dans l'unité la plus large, une manifestation nationale à Paris contre la ratification du traité (à une date qui dépendra du calendrier de ratification, inconnu à ce jour).

Nous lançons cet appel avant même les élections de manière à signifier clairement que notre décision ne dépend ni du nom du président, ni de la majorité à l'Assemblée nationale. Elle découle d'un fait indiscutable : quels que soient le président et la majorité à l'Assemblée nationale, la ratification d'un tel traité fermerait la porte à toute solution conforme à la démocratie et à la souveraineté populaire et instaurerait la dictature de la troïka FMI-Union européenne-Banque centrale européenne.

C'est pourquoi nous nous adressons largement à tous : aux travailleurs, militants, jeunes, citoyens attachés à la République et à la démocratie, aux organisations du mouvement ouvrier et démocratique, à tous les niveaux, comme au plan national.

A toutes et à tous, nous faisons la proposition que, sans autre condition que l'accord sur le mot d'ordre : « Non à la ratification du traité TSCG », se rassemblent tous les efforts et toutes les énergies pour la construction d'une manifestation nationale à Paris, premier acte majeur pour empêcher la ratification, faire un pas dans la voie de la reconquête de la démocratie, de la souveraineté et de la sauvegarde des droits ouvriers.